
Du pétrole dans les forêts : le cas de l'Équateur

Tandis que l'exploration et l'exploitation du pétrole sont des causes directes et indirectes de déforestation, les grandes concessions pétrolières menacent beaucoup de régions de forêt tropicale. Le cas de l'Équateur est remarquable : l'opposition et la résistance y ont abouti à des propositions proactives pour la vie et contre la mort que répand la production pétrolière.

Le pétrole a toujours été extrait sans tenir compte du prix que doivent payer la population locale et l'environnement dans le processus. Ainsi, l'extraction pétrolière est devenue une cause directe de la déforestation de grandes surfaces de forêt tropicale où gisent quelques-uns des dépôts de pétrole et de gaz les plus prometteurs du monde ; l'ensemble de la forêt en a été dégradé en raison des effets de cette activité sur l'eau, l'air, la faune et la végétation.

En outre, le forage de pétrole constitue une cause sous-jacente de déboisement et de dégradation des forêts parce qu'il ouvre ces dernières à l'exploitation du bois et à l'affectation du sol à l'agriculture et l'élevage.

Au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Pérou, en Bolivie et au Nigeria, l'activité pétrolière est intense dans des zones de forêt ravagées par la déforestation ; celle-ci a été causée non seulement par le forage mais aussi par la construction de routes destinées à permettre de chercher du pétrole dans des régions lointaines. Le plus souvent, les déchets toxiques sont déchargés dans les rivières locales et la rupture des oléoducs produit en permanence des fuites et des déversements de pétrole.

Le pétrole dans l'Amazonie équatorienne

En Équateur, les actuelles campagnes d'exploration se concentrent dans le nord de la région amazonienne, particulièrement au pied de la Cordillère orientale. Cette zone est le territoire ancestral des peuples indigènes Cofan, Siona, Secoya et Waorani. C'est aussi le territoire des Napo-Quichuas et de diverses familles Shuar qui s'y sont établies au moment de l'apogée du caoutchouc. Il y a aussi des tentatives pour diriger l'exploitation de pétrole vers le sud de l'Amazonie lors de la prochaine session d'octroi de concessions pétrolières qui aura lieu en 2013.

Avant que les activités pétrolières ne parviennent à cette partie de l'Amazonie, les principales caractéristiques de la zone étaient :

- La chasse, la pêche et la cueillette.
- L'agriculture itinérante, qui avait permis aux peuples indigènes de créer et de conserver des sols productifs dans des zones argileuses où l'agriculture n'était pas possible auparavant, et aussi de générer et de préserver la biodiversité de cette forêt tropicale.
- Des activités culturelles, religieuses et récréatives, grâce à la réglementation de l'utilisation de la terre et au respect du territoire.

Les premières activités économiques dirigées vers les marchés étrangers ont été celles du caoutchouc et du bois. Ensuite, au moment de l'expansion pétrolière de nouvelles aires protégées ont été créées, comme la Réserve de Production de Faune Cuyabeno, le Parc national Yasuní, la Réserve écologique Cayambe–Coca et la Réserve biologique Limoncocha.

Les impacts de l'extraction de pétrole en Amazonie équatorienne ont été bien documentés, principalement à cause du procès contre Chevron–Texaco, entreprise qui a fonctionné pendant 26 ans dans la partie nord-est du pays. Pendant cette période, Texaco a perforé 339 puits sur 430 hectares . Elle a extrait plus de 1 500 millions de barils, déversé des milliards de barils d'eaux usées et autres déchets toxiques, et brûlé des milliards de pieds cubiques de gaz. S'il est impossible de fixer un prix à la nature, parce que la vie ne peut se mesurer en termes monétaires, les dégâts causés par les activités de l'entreprise ont été estimés à des dizaines de milliards, dus aux écoulements de pétrole, à la mort d'animaux sauvages et domestiques, à l'appropriation de matériaux naturels, à la salinisation des rivières, aux maladies (31/1000 cas de cancer, alors que la moyenne nationale est de 12,3/1000), aux emplois mal payés, et la liste continue...

Le 14 février 2011, la sentence du tribunal après « le procès du siècle » a condamné Chevron-Texaco à payer une amende de 9 500 millions de dollars. Le juge a établi que, si Chevron–Texaco ne présentait pas des excuses en public dans un délai de 15 jours, l'amende serait doublée comme mesure punitive. Le délai a expiré et l'entreprise doit maintenant 19 000 millions de dollars. Il doit s'agir là d'une des plus grosses sommes convenues dans un procès.

La compagnie a refusé de payer, bien qu'elle ait perdu en appel, et le 3 janvier 2012 un tribunal de trois membres a confirmé la première décision (Joseph, 2012).

L'Équateur, un pays pétrolier

Les propositions de moratoire et de territoires sans pétrole sont venues de sources fort variées, qui regroupent des mouvements contre la guerre, contre l'expansion urbaine, le consumérisme, la destruction des océans, la prolifération du cancer et de ses causes, et des mouvements indigènes.

Le déroulement du siècle dernier a rendu évident le fait que les combustibles fossiles, sources d'énergie du capitalisme, détruisent la vie – depuis les territoires d'où on les extrait jusqu'aux océans et à l'atmosphère, qui absorbent les déchets – à cause de leur transformation et de leur consommation. Les océans s'acidifient et l'atmosphère contient chaque jour davantage de gaz à effet de serre. Sous le prétexte de « la sécurité énergétique », les combustibles fossiles augmentent la violence partout dans le monde et, en même temps, créent et maintiennent l'inégalité entre ceux qui paient le prix de l'extraction et ceux qui ont accès à l'énergie.

Au début du 20^e siècle, l'Équateur a commencé à extraire du pétrole, d'abord sur la côte et ensuite dans la région amazonienne. Il a commencé à en exporter dans les années 70. Durant les années 80, les timides efforts de l'Équateur pour créer une économie souveraine, y compris le développement d'industries secondaires, ont été abandonnés quand la crise due à la dette extérieure dans toute l'Amérique latine a conduit à l'imposition d'ajustements néolibéraux qui ont obligé le pays à dépendre d'une économie basée sur la production primaire et l'exportation.

De cette façon, le pétrole est devenu le centre des activités économiques du pays, et l'Équateur a commencé à souffrir du dénommé « mal hollandais », parmi les symptômes duquel figure le déclin d'autres secteurs productifs.

La première phase de l'extraction de pétrole s'est caractérisée par l'absence absolue de contrôle sur les concessions. Ensuite est venue une étape marquée par le nationalisme, où le pétrole a été nationalisé et l'entreprise d'État CEPE a été créée. Durant les premières années, CEPE a formé un consortium avec Texaco. Les gouvernements suivants ont appliqué des politiques néolibérales dans leurs contrats avec des compagnies privées, affaiblissant ainsi la compagnie d'État.

La première zone d'exploitation a été la péninsule de Santa Elena. On ne sait pas quelle quantité de pétrole en a été extraite. Cependant, l'Équateur a été reconnu internationalement comme pays pétrolier quand on a découvert et extrait du pétrole dans la zone amazonienne. Du point de vue de l'économie politique, les leaders équatoriens feraient bien de tenir compte de l'interaction entre différents facteurs, comme les caractéristiques de l'industrie pétrolière, les territoires et les rapports de pouvoir créés autour du cycle métabolique du pétrole.

D'après Acosta (2009), les activités pétrolières ont divers effets sur la société et l'environnement :

- Considérable génération de revenus.
- Investissements onéreux.
- Accès difficile aux gisements, ce qui implique la construction d'une infrastructure (routes, centrales électriques, aéroports, oléoducs, etc.). Cela conduit à faire naître des dettes, vu que les investissements nationaux demandent d'énormes sommes essentiellement obtenues à partir du système financier : quand un pays vend à l'avance ses barils de pétrole, un pourcentage des revenus sert à payer les dettes antérieures.
- Dépendance technologique : l'Équateur manque de technologie et, par conséquent, dépend d'experts étrangers (par exemple, l'exploration pétrolière a été majoritairement réalisée par Halliburton dans le passé, et l'est aujourd'hui par la compagnie chinoise Sinopec).
- Augmentation de la dépendance et de la consommation nationale de pétrole et de produits dérivés, comme les matières plastiques, le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et l'essence.
- Les économies pétrolières n'exercent aucun contrôle sur les variations des prix internationaux sur le marché mondial.
- Il existe de graves effets sociaux et environnementaux qui font naître des processus de résistance locale.
- La souveraineté nationale se voit systématiquement amoindrie, surtout en ce qui concerne les politiques en matière de pétrole, l'abandon de droits dans les contrats, la fixation de prix et le cadre institutionnel qui entoure les activités pétrolières.

L'« extractivisme » du 21 e siècle, du néolibéralisme au capitalisme d'État

Selon Ross (2011), l'Équateur présente beaucoup de caractéristiques communes avec d'autres pays qui dépendent de ressources non-renouvelables.

1. Des institutions faibles, incapables de faire appliquer les lois de façon correcte ni de contrôler les actions du gouvernement.
2. Absence de transparence et de normes qui stimulent un haut degré de discrétion dans le maniement des ressources publiques et des biens communs.
3. Des conflits quant à la distribution des revenus entre des groupes puissants, qui privilégient la recherche de rente et le patrimonialisme. Cela conduit au mélange des secteurs public et privé et, à la longue, fait baisser les investissements et les taux de croissance économique.
4. Des politiques à courte vue.
5. Faibles valeurs des indicateurs sociaux comme l'alphabétisation, la mortalité infantile, etc.

Lors de la période néolibérale (de 1985 à 2007), l'État a offert des conditions très favorables pour les revenus du pétrole, afin d'attirer les investissements étrangers. À partir de 1985, l'Équateur a organisé de nouveaux appels d'offre qui étendaient les limites géographiques de la zone pétrolière vers l'est, vers le Parc national Yasuní. Ces appels d'offre faisaient partie d'une stratégie d'ouverture commerciale qui trouvait son origine dans l'endettement et par conséquent l'obligation de payer les dettes, et dans l'abandon des politiques nationalistes.

Le gouvernement de Rafael Correa, parvenu au pouvoir en 2007, a cessé les remboursements de la dette extérieure et il est plus nationaliste que ses prédécesseurs. Néanmoins, il ne s'est pas éloigné de la logique « extractiviste ». Il s'y est au contraire contenu, du fait que le prix élevé du pétrole offrait la possibilité d'augmenter les revenus du pays, d'investir dans des travaux publics et aussi dans le paiement de bénéfices sociaux.

L'Équateur ne possède pas une capacité de raffinage suffisante. Il exporte donc du pétrole mais importe ensuite des produits dérivés en quantités qui augmentent sans cesse à cause de la croissance économique. Il est prévu à long terme d'augmenter la capacité de raffinage mais, pour l'instant, l'Équateur a pour objectif d'exporter de plus en plus de pétrole chaque année. Comme les gisements existants sont en voie d'épuisement, cela implique de repousser la frontière pétrolière en zone amazonienne.

À l'intérieur de ces nouvelles frontières pétrolières il y a des aires protégées (comme le parc national Yasuní) et des territoires indigènes, dans la région centre-sud de l'Amazonie. Ces zones contiennent du brut extra-lourd, comme les importantes réserves qui restent dans des territoires indigènes, à Pungarayacú par exemple, et dans d'autres zones des peuples quichuas de la région de Napo. On se livre aussi à une recherche désespérée de pétrole sur le littoral équatorien.

En 2007, les concessions pétrolières couvraient 5 millions d'hectares de l'Amazonie, dont 4,3 millions avaient été octroyés à des compagnies étrangères. En 2011, ces chiffres ont été doublés avec l'incorporation de 20 autres blocs pétroliers. Avec la réélection de Rafael Correa en 2013, on peut supposer que la frontière pétrolière s'étendra vers le sud-est, provoquant de nombreuses plaintes locales. Depuis 2007, le gouvernement de Correa a été le plus « extractiviste » de l'histoire du pays, en ce qui concerne le pétrole mais aussi l'industrie minière.

Aujourd'hui, même dans le gouvernement, continue à prévaloir l'idée que le pétrole et les minéraux sont essentiels pour le développement du pays et pour la satisfaction des droits fondamentaux, comme la santé et l'éducation. Il n'y a eu aucune réflexion démocratique et généralisée sur les limites de l'économie basée sur l'extraction.

Dangers pour Yasuní.

Si le pétrole est exploité à Yasuní ITT, quelques-uns des effets prévisibles sont :

Les produits résiduels

L'industrie pétrolière admet que chaque puits vertical perforé produit 500 m³ de déchets solides et entre 2 500 et 3 000 m³ de déchets liquides.

L'eau produite

L'eau produite est le fluide saumâtre qui est prisonnier dans la roche des gisements pétroliers. C'est de loin le produit toxique le plus abondant de l'industrie pétrolière. Si les gisements pétrolifères d'ITT contiennent 846 millions de barils, leur exploitation rejettera 400 millions de mètres cubes d'eau saumâtre et toxique. Il est impossible d'injecter de nouveau toute cette eau dans les puits, et elle finira inévitablement dans le parc Yasuní.

La déforestation

La déforestation est un des effets habituels des activités pétrolières, dans l'Amazonie et dans d'autres régions du monde. Elle se produit lorsqu'on construit des routes, des campements et des hélicoptères le long des oléoducs et autres installations nécessaires. On calcule que chaque nouvelle route qui se construit touche 100 mètres de forêt de chaque côté, créant ainsi un effet frontière. Les routes interrompent les flux migratoires de la faune sauvage, affectent la distribution de la flore et constituent une menace permanente pour les peuples de la zone. Cependant, la cause de déforestation la plus importante est la déforestation indirecte associée à la construction des routes pour l'entretien de l'infrastructure, et celle provoquée par l'établissement de colons qu'entraîne le projet lui-même.

Sur le bloc 31, les plateformes Apaika et Nenke sont à l'intérieur du parc national Yasuní. Le projet comporte la construction de diverses installations, comme une centrale de traitement, 30 km d'oléoducs, des campements, des hélicoptères aussi bien permanents que temporaires, des lignes de transmission, des routes, 14 puits et 2 plateformes.

Les effets sur le climat

Les activités pétrolières produisent des émissions *in situ* et *ex situ*. Elles demandent de grandes quantités de combustibles fossiles. On estime que, pour 10 barils extraits, un est consommé sur le site même. La situation est pire quand le pétrole est plus lourd (comme à Yasuní) et que le puits arrive à la fin de sa vie utile. Le brut lourd doit être pompé, et cela consomme de l'énergie. Finalement, *ex situ*, brûler le brut d'ITT produirait 407 millions de tonnes de CO₂.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des émissions provenant de la déforestation locale directe et indirecte, ni du brûlage des gaz. L'exploitation de pétrole à ITT multiplierait la construction de routes, la colonisation, les activités illégales comme l'exploitation du bois et la biopiraterie, et pourrait favoriser l'expansion de cultures illicites.

Les effets psychosociaux

En plus de la pollution et de la dévastation de l'environnement, les activités pétrolières perturbent la vie communautaire. Des preuves existent que dans d'autres zones, comme le territoire indigène Waorani, elles ont amené l'alcoolisme et la prostitution, et introduit diverses maladies (certaines mortelles, d'autres bénignes comme l'obésité ou la malnutrition à cause des modifications des habitudes alimentaires).

ITT et le bloc 31 sont situés à l'intérieur du territoire Waorani et des territoires de chasse d'autres peuples indigènes qui vivent en isolement volontaire. Il s'agit de sociétés de chasseurs – cueilleurs qui se déplacent dans une vaste zone à l'intérieur des limites du parc et arrivent parfois jusqu'aux blocs pétroliers. L'activité pétrolière entraîne dans son sillage des maladies, la misère, des conflits et autres maux sociaux. L'occupation territoriale que réalisent les compagnies pétrolières s'accompagne de l'installation de campements militaires, de bars, de bordels, de routes, de petits commerces aux mains d'étrangers, etc. Tout cela provoque des conflits culturels et sociaux pour les peuples natifs.

L'initiative ITT Yasuní : un projet en faveur de la vie

La proposition Yasuní de laisser le pétrole dans le sous-sol a été développée avec l'objectif-clé stratégique d'attaquer de front le modèle de développement pétrolier, en attaquant sa capacité de s'imposer au niveau local, et en faisant parvenir simultanément les critiques jusqu'aux niveaux

national et international.

Depuis le début, cela a comporté les arguments et les combats des communautés contre les politiques et les projets pétroliers, ce qui a permis de reconnaître les peuples qui ont résisté et protégé leurs propres territoires, défendant aussi par là-même la planète dans son ensemble.

Au niveau national, l'initiative a comporté une profonde remise en question du modèle « extractiviste ». Au niveau international, son objectif a été de remettre en question les injustices environnementales des marchés du carbone et les politiques néolibérales relatives au changement climatique, qui imposent de fausses « solutions vertes ». La forme la plus directe de réduire les émissions de dioxyde de carbone est de laisser les combustibles fossiles sous terre.

Extrait et adapté de : “The Yasuní – ITT initiative from a Political Economy and Political Ecology perspective”, Esperanza Martínez, dans “Towards a Post-Oil Civilization”, Rapport n° 6 d'EJOLT. Voir le rapport complet dans: http://www.ejolt.org/wordpress/wp-content/uploads/2013/05/130520_EJOLT6_Low2.pdf.